

---

Forum économique sur la Nouvelle-Calédonie  
Samedi 08 février 2025

**Madame Amélie de Montchalin, Ministre chargée des comptes publics**  
**Monsieur Emmanuel Valls, Ministre d'Etat, Ministre des Outre-Mer**

Monsieur le Ministre,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens d'abord à saluer votre présence, Monsieur le Ministre, et à remercier l'ensemble des participants pour leur engagement et leur implication dans cette consultation inédite.

Je souhaite également souligner la méthode novatrice que vous avez engagé, Monsieur le Ministre, en prenant le temps d'écouter, non seulement les représentants politiques, mais aussi la société civile. Ce choix de consulter les acteurs de terrain, ceux qui vivent et ressentent au quotidien les réalités de notre territoire, marque une véritable avancée.

En espérant que cette démarche se traduise par des actions concrètes et que les remontées de la société civile soient réellement prises en compte dans les décisions à venir.

Je m'adresse également à l'ensemble des représentants ici présents, syndicats, associations, institutions, et membres engagés de la société civile qui jouent un rôle crucial dans la défense des intérêts des Calédoniens et dans la recherche de solutions aux défis qui nous touchent tous.

C'est dans cet esprit de dialogue et de coopération que je prends la parole aujourd'hui, pour partager avec vous, les préoccupations et attentes urgentes de notre territoire.

---

La Nouvelle-Calédonie traverse une période de turbulences sociales et économiques sans précédent. Les réformes engagées ou envisagées par le gouvernement local sous l'impulsion de l'Etat français, bien qu'indispensables, semblent déconnectées de la réalité locale et des besoins spécifiques de notre population. Nous ne sommes pas opposés aux réformes, quelles qu'elles soient, mais elles doivent être pensées et mises en œuvre dans un cadre temporel et financier acceptable par tous. Or, ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Les aides octroyées par l'Etat, bien qu'essentielles pour gérer les urgences immédiates, ne sont que des mesures temporaires. Elles ne permettent pas de résoudre les problèmes de fond. La population calédonienne, déjà fragilisée, se retrouve confrontée à une multitude de défis quotidiens : se nourrir, se loger, se déplacer, accéder aux soins, ou tout simplement envisager un avenir. Ces préoccupations ne peuvent rester sans réponse.

La question de la vie chère, constitue un enjeu central pour de nombreux territoires d'Outre-Mer, et la Nouvelle-Calédonie, comme la Martinique également, n'échappe pas à cette réalité. Les prix des biens de consommation courante y sont nettement plus élevés qu'en Métropole, exerçant une pression intenable sur le pouvoir d'achat des familles.

Ce problème trouve ses racines dans des pratiques dominantes au sein de la grande distribution. A titre d'exemple, en 2023, un acteur majeur du secteur a déclaré un bénéfice de 227,4 millions d'euros, reflétant des marges considérables et une opacité qui pénalise à la fois les consommateurs et la concurrence.

Il est urgent que des mesures soient prises pour encadrer ces pratiques et rétablir une véritable dynamique concurrentielle. Cela permettrait de faire baisser le coût des produits de première nécessité et d'en garantir l'accessibilité à tous. En complément, nous plaçons pour une fiscalité adaptée à ces produits essentiels, afin de rendre les biens de base plus abordables pour les ménages calédoniens. Ces actions sont essentielles pour atténuer les inégalités et redonner un peu de souffle aux familles déjà lourdement impactées par le contexte économique actuel.

---

Depuis des années, nous observons une détérioration continue du tissu économique et social de notre territoire. Les inégalités se creusent, les opportunités se raréfient, et la confiance en l'avenir s'effrite. Cette situation, si elle n'est pas rapidement et efficacement traitée, risque de provoquer une fracture sociale encore plus profonde.

La situation sanitaire, par exemple, est devenue critique. Depuis le 13 mai dernier, plus de 150 médecins ont quitté le territoire, laissant 30 % des postes médicaux vacants dans nos hôpitaux et dispensaires. Un tiers des lits hospitaliers sont désormais fermés, et 50 % des blocs opératoires ne fonctionnent plus. Nous assistons à un véritable effondrement de notre système de santé, mettant en danger la vie de milliers de Calédoniens. Cette crise appelle des mesures d'urgence pour stabiliser la situation, mais également des solutions à long terme pour redonner de l'attractivité au secteur. Nous avons besoin de moyens concrets pour former, attirer et retenir les professionnels de santé.

Sur le plan des transports, la situation est tout aussi préoccupante. Un réseau public fiable et abordable est essentiel pour permettre à la population d'accéder au travail, à l'éducation ou aux soins. Aujourd'hui, ce réseau est en ruine. Avec des tickets à 500 frs et des services publics sporadiques, seuls 2 500 usagers utilisent les transports en commun chaque jour, contre 30 000 auparavant. Nous demandons une aide immédiate pour rétablir un réseau fonctionnel, et, à moyen terme, la création d'une autorité unique de transport pour garantir une gestion efficace et durable.

Le logement social, quant à lui, est dans un état critique. La désertification des logements sociaux, combinée à l'augmentation des loyers, plonge de nombreuses familles dans une situation intenable. L'absence de financement pour l'aide au logement aggrave cette crise, favorisant l'émergence de squats et la surpopulation des habitations. Une refonte totale de ce modèle est indispensable pour répondre aux besoins des familles les plus modestes, et prévenir une véritable crise humanitaire.

Sur le plan économique, le secteur du Nickel, qui représente près de 25%

---

de notre PIB, et emploie entre 15 000 et 20 000 personnes, est en péril. Le coût élevé de l'énergie, qui constitue 40% des charges fixes des usines, pèse lourdement sur leur compétitivité. Dans le cadre de la transition écologique, nous demandons une subvention spécifique pour alléger ce fardeau et préserver ce pilier économique.

Par ailleurs, la question du chômage reste un problème majeur. Malgré une baisse apparente, les chiffres masquent une réalité bien plus complexe. Les politiques actuelles, imposées sans concertation, ne permettent pas de relancer durablement l'économie locale. Le projet de texte sur le chômage spécifique, par exemple, a été rejeté par les syndicats et le CESE, faute de dialogue. Il est crucial de restaurer un véritable partenariat entre l'Etat et le Gouvernement, les syndicats et les acteurs économiques pour élaborer des solutions adaptées.

Il faut en effet avoir bien conscience que le secteur économique traverse une crise sans précédent : 1630 entreprises ont cessé leur activité en 2024 soit un effondrement du tissu économique totalement inédit. Depuis le mois de mai, il y a deux fois plus de fermetures que de créations d'entreprises, une première historique. Les créations d'entreprise ont atteint leur plus bas niveau depuis 30 ans ! En cause : la destruction de locaux et de commerce, la difficulté d'accéder aux financements mais aussi la chute de la demande et l'absence de perspective de reprise.

Nous devons également faire face à un exode inquiétant de population, et notamment de nos jeunes diplômés. Depuis 2014, la Nouvelle-Calédonie a enregistré un déficit migratoire de 32 000 personnes, dont 10 713 départs pour la seule année 2024. Ces chiffres, alarmants, fragilisent le tissu social et économique de notre territoire. Il est impératif de créer des opportunités pour retenir cette jeunesse, qui représente l'avenir de notre pays.

Enfin, les aides sociales, presque inexistantes aujourd'hui, doivent être renforcées. Les Calédoniens les plus vulnérables ne peuvent plus attendre. Des dispositifs d'aide alimentaire, d'aide au logement, ou encore d'aide énergétique sont indispensables pour assurer la dignité et la sécurité de nos populations.

---

Monsieur le Ministre, nous ne pouvons pas continuer sur cette voie. Les Calédoniens attendent des réponses claires et des engagements concrets. Les réformes nécessaires doivent être pensées avec les acteurs locaux, dans un esprit de concertation et de co-construction. Ce n'est qu'en agissant ensemble, avec une vision partagée, que nous pourrons éviter une catastrophe sociale et redonner espoir à notre population.

Je vous remercie de votre attention et de votre engagement.